

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL. 320.36.20  
C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 327 EQUATEUR: DOSSIER DE LA REUNION DE RIOBAMBA  
(2ème partie)

L'interruption brutale par le gouvernement équatorien, le 12 août 1976, d'une rencontre privée d'évêques de plusieurs nationalités, de prêtres, de religieuses et de laïcs qui s'étaient réunis à Riobamba à l'invitation de Mgr Proaño, constitue un événement qualifié d'"insolite" par les observateurs (cf DIAL D 326).

Dans la 1ère partie de ce dossier, nous avons publié l'ensemble des réactions en Equateur sur l'affaire. De son côté, le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) a, dans deux notes, protesté contre la mesure au nom de la liberté de réunion. Il est à noter que, jusqu'à ce jour, le Vatican n'a émis aucune déclaration officielle.

La mesure prise par le gouvernement équatorien s'inscrit dans la perspective de la lutte que déploient, au plan continental, la plupart des gouvernements latino-américains contre le secteur non conformiste de l'Eglise, et cela avec les méthodes du plan de lutte contre l'Eglise en Bolivie connu depuis début 1975 (cf DIAL D 226). L'opération de Riobamba semble bien constituer, entre autres interprétations, un avertissement sévère au clergé latino-américain dont le comportement a déjà été souligné dans le Rapport Rockefeller en 1969 et dans celui de Rand Corporation en 1971.

Dans cette 2ème partie du dossier, nous présentons:

- 1) les accusations du gouvernement équatorien, telles qu'elles ont été présentées à la télévision équatorienne par le ministre de l'intérieur par intérim, le 25 août 1976 (texte intégral);
- 2) La réponse officielle du cardinal de Quito, le 26 suivant

(Note DIAL)

1- DECLARATIONS TELEVISEES DU MINISTRE DE L'INTERIEUR PAR INTERIM  
(25 AOUT 1976)

(INTERTITRES DE DIAL)

C'est par impératif national que le Conseil suprême de gouvernement se voit dans l'obligation de porter à la connaissance des citoyens équatoriens les raisons graves qui l'ont conduit à intervenir pour suspendre la réunion qu'un groupe de prêtres équatoriens et étrangers tenaient dans la ville de Riobamba. Des interprétations variées ont été données sur les objectifs ou la finalité de cette réunion. Par respect profond,

pour l'Eglise catholique, il avait été décidé de ne pas présenter publiquement la documentation trouvée en possession de ceux qui assistaient à la réunion; mais aujourd'hui, comme preuve de son sérieux et de son honneur, et en réponse aux demandes de l'opinion publique, le gouvernement s'impose de révéler les vrais objectifs de la dite conférence pastorale de Riobamba et de montrer la gravité de ses conséquences pour la paix de la Nation et la sécurité intérieure du pays.

(UNE REUNION SUBVERSIVE)

Les documents que nous allons montrer sont ceux qui ont été trouvés sur les tables de travail du Foyer Santa-Cruz au moment de l'interruption de la réunion, ainsi que l'ont reconnu plusieurs des participants dans leurs déclarations publiques. Ce sont également les notes manuscrites des prélats qui assistaient à la réunion et à partir desquelles on arrive facilement à la conclusion d'activités subversives à caractère politique et à celle de la fausseté des accusations portées par les participants.

Il n'est pas vrai qu'au Foyer Santa-Cruz il n'y ait eu que des discussions sur des sujets pastoraux ou ecclésiastiques, et qu'il ait été question de catéchèse ou d'analyse du sacerdoce dans la problématique interne de l'Eglise. Concrètement, il a été discuté et analysé un document parfaitement politique intitulé "Eléments historiques", et un document de dénonciation intitulé "Répercussions de cette réalité sur le peuple"; ces documents avaient été élaborés dans le but de provoquer la lutte des classes compliquée d'affrontements raciaux qui, nous pouvons le dire avec orgueil, n'ont jamais existé en Equateur. Ces thèmes de travail se retrouvent consignés dans les chemises individuelles des participants, de leur propre écriture, ce qui prouve clairement ce dont il s'agissait en réalité.

Pour parvenir à ces fins, il faut détruire la structure juridique de l'Etat, de sorte que celui-ci se trouve mis dans l'impossibilité de réaliser la justice sociale. S'il est évident que la politique gouvernementale consiste à développer les structures socio-économiques pour favoriser le bien-être social, la documentation que nous avons entre les mains nous montre qu'il faut s'attacher non seulement à ignorer les efforts déployés en ce sens par le gouvernement, mais aussi prôner la désobéissance civile et le non respect de la loi par les citoyens équatoriens. Il n'est pas possible d'accepter que, sous prétexte de chercher à implanter une Eglise nouvelle, comme c'est l'intention manifeste du groupe religieux réuni à Riobamba, on veuille détruire la société en place.

(ATTEINTE A LA LOI SUR LA SECURITE NATIONALE)

Conscient de ses responsabilités dans la poursuite des intérêts sacrés de la Patrie, le gouvernement doit agir sur la base d'indices quand sont en jeu la sécurité nationale, la stabilité politique et l'honneur de la Patrie. Il serait extrêmement regrettable qu'à défaut d'être intervenus, nous ayions maintenant à subir les effets des dénonciations qu'ils s'apprêtaient à faire, et que nous rendons publiques en les proposant à votre réflexion.

Nous sommes un pays très hospitalier. L'équatorien est franc de tempérament; il est large d'esprit, prompt à l'amitié et à la disponibilité généreuse avec ses hôtes et ses visiteurs. Mais ces relations sont dûment légalisées et, comme tout Etat, nous demandons aux étrangers et exigeons d'eux qu'ils respectent rigoureusement notre souveraineté ainsi que les lois qui nous régissent. Ceux qui sont venus en Equateur comme si c'était un no man's land, qui ont porté atteinte à nos principes et cherché à souiller notre honneur, ne méritaient aucunement les nombreuses considérations dont ils ont été l'objet. Ils ont enfreint la constitution de la République à l'article 141, n° 15, et à l'article 152. Ils ont enfreint plusieurs articles du Code pénal équatorien et de la loi sur les migrants et les étrangers. Mais surtout, en plus du fait de sortir des limites imposées par les dispositions du Modus vivendi en vigueur signé entre le gouvernement équatorien et le Saint-Siège, ils ont obligé l'Etat d'appliquer la loi sur la sécurité nationale qui déclare dans ses trois premiers articles:

"Article premier - La sécurité nationale d'Equateur relève de la responsabilité de l'Etat.

"Article deuxième - L'Etat garantit la vie de la collectivité, le patrimoine national et son développement, ainsi que la réalisation et la continuation des objectifs nationaux, en contrôlant en permanence les facteurs adversés ainsi que les antagonismes internes et externes, par la prévision, l'action politique, économique, psycho-sociale et militaire.

"Article troisième - Les dispositions de cette loi s'appliquent aux organismes d'Etat, aux personnes juridiques et aux habitants du territoire de la République, y compris les étrangers."

En considération de leur caractère de hauts dignitaires ecclésiastiques et de la respectabilité de certains des représentants de l'Eglise hispano-américaine qui étaient réunis à Riobamba, l'Etat a fait preuve de maîtrise et de bienveillance en ne leur appliquant pas les graves sanctions que les lois mentionnées prévoient pour ces cas; il a préféré inviter à quitter immédiatement le territoire national ceux qui ne méritaient pas l'honneur de le fouler.

#### (LES FAITS)

L'intervention du Ministère de l'intérieur dans la réunion qui se tenait à Riobamba est la conséquence de faits dont nous avons pris connaissance par le biais d'indices nombreux que nous avons pu corroborer. Ces faits se présentent dans l'ordre suivant:

1) L'arrivée de plusieurs prélats et prêtres étrangers qui entrent en Equateur de façon licite mais différente de celle qui est habituelle à des personnes de ce rang élevé. Il apparaît que certains sont accueillis par des amis ou des familles, ce qui contraste avec l'arrivée d'autres qui, malgré leur renom international, cherchent à passer inaperçus, ce qui est chez eux une preuve rare de modestie. Ils dissimulent le véritable motif de leur présence en Equateur, ainsi que nous le constatons par des conversations lors de rencontres occasionnelles, ce qui ne peut avoir d'explications claires.

2) Tous se dirigent vers le Foyer Santa-Cruz, à l'invitation de l'évêque du diocèse de Riobamba, Mgr Leonidas Proaño, personnage équatorien discuté dont les activités ont déjà fait auparavant l'objet d'une enquête ecclésiastique (1).

3) Un nombre important des prélats présents sont connus pour leur tendance unique aux diverses appellations: marxiste, gauchisante, séparatiste ou Eglise libérée (2).

4) La plupart d'entre eux ont ou ont eu des démêlés ou des conflits graves avec les gouvernements de leurs pays respectifs ou des pays où ils ont séjourné. A titre d'exemple, je citerai la présence d'un prélat belge de naissance, naturalisé hollandais, qui a été expulsé du Brésil pour atteinte à la sécurité nationale dans le territoire du nord-est (3). Cette personne est également venue au Foyer Santa-Cruz.

5) Après vérification aux sources appropriées, nous avons appris que la Conférence épiscopale équatorienne n'avait pas été informée de la rencontre et que la Conférence épiscopale latino-américaine (4) ne l'avait ni organisée ni patronnée. Bien qu'il ait été dit dans certaines déclarations à la presse qu'une autorisation n'était pas nécessaire, de très dignes représentants de l'Eglise équatorienne ont, dans une déclaration officielle, confirmé que la réunion n'était pas autorisée (5); ils nous ont fait part de leur grand étonnement devant cet fait et de leur ignorance des sujets traités dans ladite réunion pastorale.

Je vous donne maintenant lecture des passages correspondants de la déclaration officielle du Conseil permanent de l'épiscopat équatorien, publiée et largement commentée par tous les moyens de communication sociale du pays:

"Paragraphe premier - Bien que la réunion qui avait lieu à Riobamba n'ait pas été organisée ni patronnée par le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) ni non plus par la Conférence épiscopale équatorienne, il s'agissait cependant d'une réunion ecclésiastique à caractère fraternel et privé en vue de favoriser un échange d'expériences pastorales, selon les termes d'une communication envoyée dernièrement par Mgr l'évêque de Riobamba.

"Paragraphe deuxième - Nous reconnaissons le droit qu'a tout gouvernement de défendre la souveraineté nationale et de s'opposer à toute ingérence d'étrangers dans les affaires intérieures du pays. Pourtant, nous ne pouvons être d'accord avec les mesures draconiennes prises contre les évêques et les participants de la réunion de Riobamba, car c'est

(1) Allusion à la visite apostolique de 1973, suite aux accusations lancées contre Mgr Proaño par certains évêques et personnalités politiques. L'enquête ecclésiastique se terminait par une confirmation éclatante de la valeur apostolique du travail de Mgr Proaño (cf document DIAL D 87). (N.d.T.)

(2) Le ministre par intérim veut sans doute parler de "Eglise libératrice". (N.d.T.)

(3) Il s'agit du P. Comblin. Mais il n'est pas "prélat" au sens épiscopal du terme; il est seulement prêtre. S'il est vrai qu'il a été expulsé du Brésil, il n'est nullement naturalisé hollandais ni n'a été expulsé d'autres pays. On peut que s'interroger sur tant "d'erreurs" à propos d'une même personne. (N.d.T.)

(4) En réalité, le Conseil épiscopal latino-américain (NdT).

(5) Il s'agit de la déclaration du conseil permanent (NdT).

"une atteinte (6) au principe selon lequel personne ne peut être condamné sans avoir été préalablement jugé et la culpabilité prouvée, et au "sens de l'hospitalité qui caractérise notre patrie." Signé à Quito, le 13 août 1976 par Mgr Pablo Muñoz Vega et quelques autres évêques.

6) Enfin, nous devons signaler le fait qu'un évêque équatorien et un autre équatorien qui voulaient participer à la réunion s'en sont vus interdire l'entrée. Nous notons par ailleurs que, mis à part Mgr Leonidas Proaño, hôte de la rencontre, il n'y avait dans cette réunion d'évêques aucun évêque équatorien.

Avec de tels faits dénotant des comportements anormaux, des coïncidences idéologiques, des antécédents personnels d'activisme et de rébellion, une ignorance et un désaccord des hautes instances de la hiérarchie ecclésiastique, un refus de laisser participer des personnalités du clergé équatorien, etc., nous ne pouvions qu'arriver à la conclusion qu'il s'agissait d'une réunion caractérisée par la sélection des participants et par un secret impossible à pénétrer pour l'Eglise elle-même, ce qui était pour beaucoup de ses membres un sujet de préoccupation.

N'importe quel gouvernement de quelque tendance qu'il fût, avait le droit et le devoir de vérifier l'objectif et les propos d'un aussi étrange rassemblement de personnalités, surtout quand la plupart d'entre elles sont discutées et ont des idées radicales. C'est ce qu'a fait le gouvernement équatorien, par l'intermédiaire de l'autorité compétente qui, dans ce cas, me revenait comme Ministre de l'intérieur par intérim en l'absence du titulaire du portefeuille, le colonel Bolívar Jarrín.

La réunion a fait l'objet d'observations, sans intervention gouvernementale, pendant trois jours au cours desquels nous avons pu parvenir à une connaissance détaillée de la personnalité des participants dont les plus importants sont: le prélat belge susmentionné, naturalisé hollandais, qui avait été expulsé du Brésil, de l'Equateur et du Chili; les deux évêques favorables au Dr Carlos Allende (7), dont l'un a été expulsé de son pays (8); un guérillero anti-franquiste, membre de l'ETA, un mouvement séparatiste basque; un prêtre membre de l'ONIS, aux activités subversives intenses dans son pays (9); l'évêque rouge de Cuernavaca (10), défenseur actif du prêtre guérillero Camilo Torres, et qui est celui qui a obtenu les 25.000 dollars nécessaires au financement de la réunion.

Notre préoccupation a encore augmenté devant le thème de la rencontre qui n'était ni pastoral ni chrétien. Conformément aux lois équatoriennes il a donc été nécessaire d'intervenir pour suspendre définitivement la réunion, au moment où, le troisième jour, étaient abordés des sujets de politique équatorienne accompagnés de commentaires caustiques et desti-

(6) Ici le ministre par intérim a censuré le membre de phrase: "au droit légitime de réunion,". Il omet le troisième paragraphe. (Texte intégral dans DIAL D 326, p.10) (NdT).

(7) Le ministre par intérim veut sans doute parler de Salvador Allende, ancien président du Chili. (N.d.T.)

(8) Il s'agit sans doute de Mgr Ariztía, ancien évêque auxiliaire de Santiago et nommé évêque de Copiapó en 1975, mais nullement expulsé. A moins que le ministre par intérim ne confonde avec M. Helmut Frenz, évêque luthérien du Chili, de nationalité allemande, effectivement interdit de séjour au Chili; mais il ne participait pas à la rencontre de Riobamba. (N.d.T.)

(9) Le P. Jorge Calderón, péruvien. (N.d.T.)

(10) Mgr Mendez Arceo, de Cuernavaca. (N.d.T.)

nés à être suivis de conclusions défavorables à la vie même de la République équatorienne; ces sujets n'avaient rien à voir avec la foi chrétienne et s'employaient à déshonorer dans ses principes moraux et éthiques l'ensemble de la nation ainsi que tous les gouvernements d'Equateur. La documentation revêt une gravité d'une telle ampleur qu'elle requiert calme et maturité pour l'apprécier et la supporter; il importe de toujours tenir compte du fait que, si elle n'a pas été connue, c'est grâce à l'intervention du gouvernement équatorien, pour la défense de la souveraineté nationale, du nom équatorien et de l'honneur de tous les citoyens afin qu'ils se sentent fiers de l'être.

#### (LES PIECES A CONVICTION)

Je vous donne maintenant lecture des extraits les plus significatifs de trois documents, même si par la suite il est possible d'en revoir le contenu général.

#### (1)- Le document de travail de la réunion pastorale de Riobamba intitulé "Eléments historiques"

Il s'agit d'un document socio-politique sur la République équatorienne qui présente les données de la préhistoire, la Conquête espagnole, la colonisation et l'indépendance, l'époque républicaine, la réforme agraire, l'industrialisation, le pétrole, la redéfinition des groupes de pouvoir et leur hégémonie; puis les militaires: un nouveau style de direction politique et l'ascension politique des masses.

Puisqu'il a été argumenté qu'il était nécessaire de donner aux étrangers une vision des réalités nationales pour qu'ils puissent juger valablement des thèmes pastoraux, lesquels n'ont jamais été abordés par eux, je vais vous lire quelques paragraphes, qui sont suffisants pour prouver la portée politique de leur pensée et la ligne idéologique qu'ils favorisent.

En parlant de la conquête espagnole, ils écrivent: "La vie rurale s'organise autour de ces formes d'exploitation qui entraînent progressivement un préjudice pour les travailleurs de la campagne, sur la misère desquels s'est édifiée ce qui allait devenir' la société équatorienne."...

Sur l'époque républicaine, ils disent: "A partir de 1959, le continent est ébranlé par l'impact de la révolution cubaine. Fidèle aux intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme, l'Etat équatorien a été incapable de réaliser une révolution similaire."...

En parlant de la réforme agraire, ils déclarent: "Sur la base d'injustices réelles et de soutiens juridiques et religieux, la minorité bourgeoise a constamment poursuivi son propos de contrôle du pouvoir et du gouvernement. L'Equateur se révèle comme étant une société aux antagonismes de classes."... Dans ce document, le mécontentement s'exprime de la façon suivante: "Elle ( la loi sur la réforme agraire) n'est qu'une loi de développement agro-pastoral, car il y est dit expressément que la propriété privée sera respectée."... La mise en place de la réforme agraire a été freinée pour les raisons suivantes: "La pression continuelle exercée en sens contraire par les Chambres d'agriculture et les groupes les plus réactionnaires du pays."...

En parlant de l'industrialisation, ils écrivent: "Les villes de Quito et de Guayaquil apparaissent comme des îlots industriels et constituent les deux pôles du développement national, l'urbanisation étant le produit non de l'industrialisation elle-même mais de l'appauvrissement des masses paysannes."...

Au sujet du pétrole, il est dit: "La redistribution des devises n'a pas directement bénéficié ses organismes et ses projets mais les groupes politiques traditionnels au pouvoir." "De même que dans toute l'Amérique latine, les militaires de notre pays représentent pour le moment un pouvoir politique de décision; et ils ont assumé le gouvernement face à la crise de la démocratie bourgeoise et à l'arbitrage populiste de Velasco Ibarra, en dénonçant une politique pétrolière inadap-  
tée, une large corruption administrative ainsi que le chaos économique et social."...

En parlant des militaires, ils font mention d'alliances et de complots pour le moins originaux: "En 1975, il y eut une tentative de coup d'Etat fasciste."... Et "la bourgeoisie commerciale, alliée aux hommes politiques traditionnels et à la Junte civile, comme à la bourgeoisie rurale et aux sociétés pétrolières, solidaire du fascisme chilien, a cherché une issue dans le soutien accordé au secteur fasciste."... Ils discutent sur "la recherche d'un accord pétrolier avec la Roumanie"... comme élément d'une réunion pastorale.

Plus loin, le document étudie la situation politique actuelle et tombe dans l'analyse du plan de restructuration juridique, de l'état-civil, de la participation politique du peuple et, finalement, de l'ascension politique des masses.

Sur cette première partie de leur analyse, il est pratiquement inutile de vous demander si ce sont là des sujets théologiques et pastoraux, si c'est une simple information pour étrangers, ou si c'est une analyse faite par des individus d'une tendance évidente que je n'ai pas besoin de vous préciser. Comme le montrent leurs notes, ce travail a été étudié par les étrangers puisqu'on a trouvé des exemplaires polycopiés dans chaque chemise individuelle et que, de plus, il a été recopié dans les notes manuscrites avec des commentaires, des résumés ou des ajouts personnels. Mais ce n'est <sup>pas</sup> là que se vérifie l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures d'Equateur; la discussion se continue avec le document intitulé:

## (2) "Répercussions de cette réalité sur le peuple"

Ce document dénonciateur, qui prétendait diffamer l'Equateur, est injurieux du commencement à la fin. Ne voulant pas m'étendre de façon trop prolongée, il m'a été difficile d'extraire les passages les plus probants pour faire bref, car lire tel ou tel passage du document aboutit au même résultat injurieux pour la Nation. Nous lirons cependant quelques paragraphes.

Il commence par une introduction qui résume la marche de la rencontre: "On nous a présenté une vision globale de la réalité équatorienne concernant certains de ses aspects les plus intéressants: comment on est arrivé à la situation actuelle en économie et en politique, et quel a été le rôle joué par l'Eglise dans cette situation." "La plupart d'entre

"nous sont pasteurs, et si nous nous intéressons aux problèmes dans leur ensemble, nous sommes surtout préoccupés et meurtris par leurs répercussions sur les gens concrets, c'est-à-dire le peuple d'Equateur et du Chimborazo."...

Puis ce sont bientôt des accusations et des injures au sentiment national des équatoriens.

1) Au niveau politique, ils s'en prennent aux civils et aux militaires en déclarant: "Ce qui intéresse la classe détentrice du pouvoir, c'est le "retour" aux formes classiques de la démocratie exercée par les civils. Ses objectifs ne l'intéressent pas, ni les moyens de les atteindre, ni la question de savoir en faveur de qui doit s'exercer cette démocratie."... Ils se déclarent régionalistes et stigmatisent "la politique de paralysie de la réforme agraire destinée à provoquer des migrations vers la côte et à obtenir ainsi de la main-d'oeuvre bon marché et prolétarisée, au prix d'un abandon massif des montagnes, leurs terres d'origine. Nous dénonçons cette pratique criminelle... De ce point de vue, nous dénonçons fermement le mépris superbe envers l'homme de la montagne."...

2) Au paragraphe suivant, ils cherchent à provoquer un antagonisme racial inconnu dans notre pays: "La pratique discriminatoire selon laquelle les prisons, en particulier cantonales et communales, sont exclusivement réservées aux aborigènes, et non aux blancs ou aux métis." C'est-à-dire qu'en Equateur, nous sommes racistes. Abondant dans ce sens, ils ajoutent à propos de l'économie: "Par le monopole des boissons alcoolisées, l'Etat pratique la dégénérescence raciale d'une large couche de population englobant pratiquement tous les aborigènes. On parle ensuite avec une insolence inique des paysans bornés et dégénérés, alors qu'il ne s'agit de rien d'autre que de la couverture du commerce pratiqué par les autorités et les blancs."... En Equateur, le commerce des boissons alcoolisées relève exclusivement du secteur privé, ce qu'ils semblent ignorer. Ils cherchent aussi à provoquer des heurts à tous les niveaux en prétendant que "les Chambres de commerce et d'agriculture sont les ennemis raciaux de la paysannerie."...

3) Sur le plan démographique, ils font la plus grande injure qui soit à tous les équatoriens et à tous les gouvernements de l'Equateur: "La discrimination raciale à ce niveau revêt des caractéristiques particulières: elle vise l'éradication totale de l'aborigène comme individu et comme peuple. L'Etat n'hésite pas à employer tous les moyens, y compris criminels. Cette discrimination est également l'expression évidente de l'initiative impérialiste en la matière, en provenance des Etats-Unis et avec la complicité plus ou moins voilée des autorités de la Nation."... "Les formes et les méthodes les plus inhumaines et les plus étranges apparaissent dans les campagnes équatorienne en toute insolence. Nous avons pu constater, dans les dispensaires ruraux, les campagnes de planification des naissances. On ne s'y contente pas d'exposer la propagande officielle du ministère de la santé ou, pire, d'instituts étrangers, mais on incite directement les femmes aborigènes à se faire pratiquer la ligature des trompes après leur accouchement d'un bébé mystérieusement mort-né dans la plupart des cas."...

Les gouvernements de l'Equateur sont accusés de pratiquer l'ethnocide ou l'assassinat des indiens, alors qu'ils sont les racines fières et la

caractéristique propre de notre Nation. Crime qui a été le fait d'esprits malades à des époques de honte.

"La volonté d'implanter de tels dispensaires dans des endroits dépourvus d'infrastructures a fait commettre l'erreur de prendre de force les locaux et chapelles de l'Eglise catholique, avec la complicité des habitants des cantons et des bourgs ainsi que des métis, ce qui montre clairement leur aversion envers les paysans. La prise de conscience de l'Eglise du Chimborazo a permis de détecter ce genre de procédés à Flores et à San Andrés (11). Sa défense des paysans a été évidemment présentée comme antipatriotique parce qu'elle mettait en cause ces dispensaires et même s'y opposait." "Les hopitaux cantonaux et la presque totalité des pharmacies ne se contentent pas d'être prêts à toutes sortes de manoeuvres criminelles; ils recherchent aussi leurs clientes avec une agressivité inhabituelle. Naturellement, ce sont toujours les aborigènes qui sont victimes de telles ingérences qui violent les droits de l'homme les plus élémentaires." "Etant donné que les pratiques dénoncées sont connues dans d'autres pays, nous pouvons pour le moins suspecter avec raison que les distributions gratuites d'aliments, en particulier ceux offerts généreusement par les Etats-Unis, contiennent des produits contraceptifs." "Les agences nationales d'aliments de base sont l'objet de la même suspicion étant donné leur accord mutuel en matière de planification des naissances."... Ici apparaît une autre contradiction: s'il y a accord, comment peut-il y avoir suspicion? "Par ailleurs, toujours en accord avec les gouvernements respectifs, les organisations américaines ont profité des agissements, déjà funestes pour bien d'autres raisons, des églises et sectes protestantes (12). Elles sont par exemple arrivées à la pratique invraisemblable, mais largement vérifiée, consistant à réussir à "convertir" les paysans, en particulier les femmes, à "se défaire du sang catholique peccamineux" grâce à des piqûres de produits contraceptifs. Cela n'empêche pas les protestants d'avoir leurs propres dispensaires et de se livrer à des pratiques identiques à celles dénoncées ici."...

Et maintenant, il nous faut entendre malheureusement la calomnie la plus basse qu'on puisse imaginer: "L'intention est claire: il s'agit d'additionner les efforts en faveur de la limitation des naissances avec un taux déjà élevé de mortalité infantile en vue d'une rapide décroissance végétative jusqu'à la disparition totale si possible."... Ce qu'il y a sans doute de plus répugnant dans tout ce montage, c'est l'attitude hypocrite de faux paternalisme qui le sous-tend. Il n'est plus fait allusion à la pratique des ethnocides caractérisés d'autrefois, mais l'intention est la même: accuser de mépris total et inhumain pour la vie des autres.

4) Au plan de l'éducation, "la discrimination raciale montre un visage presque malhonnête dans le secteur de l'éducation." "Les universités sont le reflet de la société équatorienne avec des critères de sélection jouant en faveur des classes aisées. Les écoles polytechniques n'ont pas non plus réussi à éviter une telle discrimination."...

5) Au plan social, "les métis sont affligés d'un cruel complexe de culpabilité et libèrent leur agressivité dans leurs rapports directs avec les aborigènes dans le contexte social qui est le leur."... Le document continue par un compte-rendu sur les relations métis-paysans en cherchant à provoquer un affrontement de classes ou de races qui n'a ja-

(11) Sur le cas de Flores, voir document DIAL D 294 et 307

(12) Cf les accusations de Mgr Proaño: DIAL D 315 (N.d.T.)

mais existé en Equateur. Il se termine par l'affirmation suivante: "Notre dénonciation repose principalement sur le fait qu'on veut absolument fuir le problème; on accepte aujourd'hui l'existence de deux Equateurs à niveau différent: l'un au service de l'autre."...

Ce que vous venez d'entendre n'est qu'une partie de ce qui a été discuté et présenté comme dénonciation contre l'Equateur. On ne peut savoir lesquels des participants auraient approuvé ou refusé ce document. Mais le simple fait qu'il ait été considéré et commenté comme base de travail d'une rencontre d'étrangers, est de toute façon inacceptable. Nous savons que ce document a été élaboré par le groupe qui s'intitule "L'Eglise du Chimborazo". Cela mérite une mise au point spéciale que ne manqueront pas de faire les autorités concernées.

### (3- La non-violence)

Un commentaire plus approfondi n'étant pas nécessaire, je vous montre maintenant le troisième document qui, à la surprise de tous, traite des méthodes de la non-violence, dont, en particulier, l'étude concernant les armes lourdes et les armes semi-légères de ce système d'ébranlement et de trouble de l'ordre est parfaitement élaborée.

Ce document est une leçon fort bien faite sur les diverses techniques d'ébranlement de l'ordre constitué et d'incitation à la désobéissance civile, par le franchissement progressif des étapes conduisant à l'ébranlement de la paix sociale et à la manière de faire tomber les gouvernements. Il a été photocopié textuellement à partir d'une conférence donnée oralement et considérée comme la collaboration de l'un des étrangers invités (13). Dans une première partie, il explique que la rébellion commence par la conscientisation, accompagnée de manifestations pacifiques qui engagent les masses et permettent d'élargir le mouvement. Ce groupe activiste montre son activité incessante en déclarant textuellement: "Nous avons organisé un séminaire en Colombie il y a deux ans (14). Afin que tous les participants soient en contact avec la réalité concrète, nous avons choisi un des quartiers les plus pauvres de Medellin. Le quartier prit la décision de conscientiser la population de la ville." Puis le rapporteur explique minutieusement comment, par des manifestations pacifiques, il parvint à troubler totalement l'ordre public en ville et à ébranler les institutions et les autorités au point de faire échouer ou changer leurs programmes.

Le document continue en montrant que cela n'est pas suffisant et il en vient au chapitre intitulé "Armes lourdes". "Avec au départ une petite équipe de personnes engagées, cette action directe a permis d'élargir la base constituée par ceux qui se sont engagés. Il est très important de trouver les moyens de conscientiser et de faire participer un nombre toujours plus grand de gens de façon à augmenter la pression

- (13) Il est exact qu'était présent à Riobamba le secrétaire du mouvement non violent "Servicio Paz y Justicia" pour le continent latino-américain. (N.d.T.)
- (14) Cf document DIAL D 165. Le fait que cette rencontre de la non-violence ait eu lieu en Colombie est-il l'explication de l'expulsion vers ce pays de six des participants (dont quatre non colombiens) de la réunion de Riobamba? (N.d.T.)

"morale, économique et politique de l'action." "C'est aussi pour augmen-  
"ter le nombre des équipiers et des dirigeants de sorte que si l'un d'eux  
"est arrêté, un autre est là pour prendre sa place. Il faut respecter  
"la stratégie élaborée, mais en l'adaptant aux situations particulières."

"Dans cette dernière partie qui traite des armes lourdes de la non-  
"violence, on engage son corps. Notre corps est notre arme suprême, une  
"arme qui doit briser les consciences. On ne sert pas de cette arme très  
"facilement, mais par un effort de volonté; aussi faut-il s'entraîner  
"progressivement. Au rang des armes lourdes, nous citerons le refus de  
"bouger, la grève ordinaire, la désobéissance civile aux lois injustes  
"et ensuite aux lois dites justes (car une loi n'a de valeur que si  
"nous lui obéissons et lui reconnaissons une validité), et comme arme  
"ultime, la grève générale. Vous comprenez que la grève générale ne se  
"fait pas en deux minutes; il faut la préparer, il faut entraîner le  
"peuple avec de petites grèves, entraîner ceux qui sont victimes de l'  
"injustice et préparer la grève générale. Ecoutez bien ce que je vais  
"vous dire: aucun gouvernement au monde; que ce soit aux Etats-Unis, en  
"Amérique latine ou en Russie, ne peut tenir plus de quinze jours devant  
"une grève générale; c'est impossible!"

"Comment utiliser notre corps avec ces armes? Je vais d'abord vous  
"donner la façon la plus simple: c'est le jeûne, la grève de la faim.  
"Il y a deux manières de faire la grève de la faim: la grève de la faim  
"purificatrice et la grève de la faim comme pression morale. Ensuite, c'  
"est le sit-in; le sit-in engage notre corps de façon plus exigeante.  
"Tout le monde ne peut pas le faire car cela demande une maîtrise de  
"soi et un entraînement pour ne pas s'enfuir quand on nous ramasse; et  
"quand le sang commence à couler, les policiers, qui sont des hommes  
"comme les autres, se voient intérieurement attaqués dans leur conscien-  
"ce, mais aussi attaqués extérieurement. Les policiers spécialisés sont,  
"dans tous les pays du monde, capables de nous torturer jusqu'à la mort,  
"mais dans une salle de torture; nous ne les avons jamais provoqués à  
"nous torturer à la face du monde."...

Je continue à lire textuellement les paragraphes qui montrent leurs  
affinités philosophiques ou partisans: "En 1968, le 21 août, les armées  
"du Pacte de Varsovie viennent d'envahir la Tchécoslovaquie. Nos frères  
"tchèques, les marxistes qui ont l'habitude de faire des analyses, esti-  
"ment que c'est de la folie d'essayer de leur résister par la violence."

"Nous sommes sur un mauvais chemin, nous devons changer. L'homme est  
"sacré, c'est la seule valeur dans le monde. Le monde vit sur un volcan,  
"nous devons le comprendre de chaque côté. Il y a derrière le Pacte de  
"Varsovie une capacité de destruction suffisante pour détruire complète-  
"ment non seulement l'ennemi, même si cet ennemi est l'ensemble des E-  
"tats-Unis, de l'Europe et de l'Amérique latine, mais aussi toute la  
"Russie, toute la Chine et tout ce que vous voulez, et pour détruire qua-  
"rante-cinq fois la planète. Combien de fois devons-nous pouvoir dé-  
"truire la planète pour nous sentir en sécurité?"

"Voilà les armes lourdes de la non-violence, capables de briser, de  
"détruire et de transformer le monde. C'est dans la mesure où il croira  
"en elle qu'un homme s'engagera. C'est notre heure, l'heure historique  
"de notre génération." "Je voudrais seulement dire encore deux mots: je  
"suis de plus en plus sûr que cette lutte doit devenir internationale,

"car en Europe on y réfléchit beaucoup. Nous devons nous organiser mieux et collaborer à cette lutte qui est internationale et qui est la même dans les pays industrialisés et dans les pays en voie de développement."

Il est difficile à un chrétien d'accepter une conception évangélique aussi nouvelle.

#### (L'OPERATION DE POLICE)

J'en viens maintenant, sans autres commentaires, au récit rapide des événements au moment de l'intervention de la police.

1) Sur l'ordre d'un officier supérieur, vingt agents en civil, pour des raisons de sécurité, sont partis dans une voiture de patrouille et dans un car de la police de 130 places. A Riobamba, deux voitures de police supplémentaires se sont jointes à la caravane.

2) Les agents étaient naturellement porteurs des armes réglementaires du service régulier. Ils étaient également équipés de trois fusils lance-grenades. Il est absurde, en n'importe quelle partie du monde, d'envisager une force de police qui ne soit pas armée, même si elle est utilisée pour un service social.

3) La plupart des déclarations des prélats concordent à reconnaître que le traitement a été correct et que la violence n'a pas été utilisée. Il est vrai qu'il ne leur a pas été permis de prendre leurs papiers, leurs affaires et leur linge, sinon nous ne disposerions pas aujourd'hui d'autant de documents probants. L'un des prêtres a publiquement déclaré qu'il avait réussi à subtiliser son porte-documents. Maintenant que le public connaît ces documents, nous posons la question: pourquoi a-t-il voulu les cacher?

4) A la caserne San Gregorio, qui n'est pas une prison, quarante lits appartenant au corps des officiers de la police avaient été préparés, avec toutes les commodités nécessaires. Un repas complet avait été prévu; ils l'ont refusé. Toutes facilités leur ont été accordées pour célébrer la messe à l'occasion de l'anniversaire d'un des évêques, messe qu'ils ont célébrée. Ensuite, certains acceptèrent du café au lait et du pain.

5) La prétendue mise au secret n'a jamais existé. Pendant la nuit, le nonce apostolique, Mgr Luigi Acogli a demandé à leur rendre visite en compagnie du P. Julio Herrera, ce qu'ils ont fait pendant plusieurs heures. C'est également ce qu'a fait l'évêque de Latacunga (15). A l'aube et pendant toute la journée, toutes les visites demandées ont été autorisées. Par ailleurs, ordre a été donné qu'un médecin et deux assistants assurent une permanence pendant toute la nuit; ils étaient priés de me communiquer immédiatement tout élément nouveau et à n'importe quelle heure. A 4h du matin, je me suis rendu à la caserne San Gregorio accompagné des autorités de la police et des fonctionnaires du ministère sans que rien de nouveau ne se soit produit.

6) En quelques heures ils avaient été invités à quitter le pays, ce que nombre d'entre eux ont fait ce même jour.

7) Comme croyant et comme chrétien que je suis, c'est avec une grande tristesse que, tout en comprenant le facteur émotionnel qui a pu affecter leur équilibre, je dois dire combien il est en tous points inexcusable que de hautes personnalités de l'Eglise aient trouvé là motif à des

(15) Affirmation fautive; cf DIAL D 326 p.6 (N.d.T.)

déclarations publiques mensongères. Analysons un instant ce qu'ont dit l'une ou l'autre à la presse internationale.

- Déclarations de l'évêque Samuel Ruiz et du prêtre Jesús García: "Il y avait beaucoup de soldats armés de mitraillettes et revêtus de tenues de combat. On aurait dit une guerre. La troupe a encerclé le séminaire-foyer Santa-Cruz. Ils nous ont emmenés en masse au quartier général de l'armée à Quito." (Journal El Tiempo de Bogotá, du 16 août 1976).

- Journal El Expectador de Bogotá, du 16 août 1976; sans donner leur identité, ils déclarent: "Nous avons travaillé quatre jours et nous avons vraiment discuté sur l'Equateur". On reconnaît là le sujet dont nous avons parlé. Ils continuent: "Pendant le trajet, on nous a séparés des équatoriens"; c'est faux, car seul Mgr Proaño a été emmené au ministère de l'intérieur. Plus loin, ils se contredisent encore: "Nous ne pouvions quitter les lieux ni communiquer avec personne", en ajoutant de façon contradictoire: "Au cours de la nuit, le nonce apostolique, Mgr Luigi Acogli, et le cardinal Pablo Muñoz ont parlé avec nous". Et ils ajoutent pour finir: "Nous avons toujours été traités de façon déférente et cordiale."

- Déclarations de l'évêque mexicain Samuel Ruiz: "Les prisonniers ont été maltraités et maintenus au secret."

- Mgr Mendez Arceo, du Mexique: "Il a déclaré que pendant leur incarcération les prisonniers n'ont pas été maltraités."

- L'évêque Parra León, du Venezuela, déclare que "80 ecclésiastiques ont été arrêtés" et, plus loin, il précise qu'"il a senti le canon d'une mitraillette dans son dos". Ce prélat est entré dans une clinique de la ville non point par suite des événements mais parce qu'il est sujet à une maladie chronique qui exige un traitement constant.

Je me vois obligé de préciser certains aspects en rapport avec cette personne respectable qui a tenu des propos imprudents sur les membres du gouvernement d'Equateur (16). Bien que les dépêches internationales le présentent comme un élément "non suspect", nous sommes dans l'obligation de remettre entre les mains du gouvernement de son pays les graves accusations qu'il a, au cours de cette rencontre, portées contre son propre gouvernement et même contre la vie privée du président de la République. Tout cela est consigné dans les notes manuscrites prises par divers prélats lors de l'intervention de l'évêque.

On pourrait continuer interminablement la liste des commentaires faits d'exagération des faits ou de mensonges au point qu'il a été dit qu'il y avait deux cents sauvages armés et accompagnés de trente chiens policiers. Mais nous estimons que cela est suffisant pour juger de la valeur que peuvent avoir certaines déclarations.

(16) Au correspondant du journal "El Mundo" de Caracas, Mgr Parra avait déclaré par téléphone: "Dites aux vénézuéliens que je suis fier d'être vénézuélien, d'être évêque vénézuélien et d'appartenir à un peuple cultivé. Dites-leur que ce pays pays (l'Equateur) est malheureusement gouverné par des sauvages et des canailles qui n'ont même pas eu la noblesse de nous donner les motifs de notre arrestation ni de nous présenter leurs excuses pour l'erreur commise." (N.d.T.)

Le vrai rapport concernant cette opération est le rapport officiel, strictement conforme aux événements tels qu'ils se sont produits. Le gouvernement équatorien se refuse à ouvrir une polémique comme certains le voudraient. Mais il tient à présenter officiellement les faits, par respect pour les citoyens qui l'attendent.

(LES RELATIONS DE L'EGLISE ET DE L'ETAT)

Il a beaucoup été spéculé sur les conséquences de cette affaire par rapport au Modus vivendi qui est l'accord régissant les relations de l'Eglise et de l'Etat. Il est en toute hypothèse impossible qu'un accord entre en contradiction avec la constitution de notre République. En raison de quoi, si la constitution équatorienne interdit au clergé national ou étranger de s'immiscer dans les affaires politiques, le Modus vivendi fait de même pour sa part. Il est donc définitivement acquis que ce n'est pas l'Etat qui a rompu un accord mais les participants de cette désormais réunion historique qui se sont appliqués à dénigrer la Patrie et qui ont contrevenu aux dispositions expresses de la loi sur la sécurité nationale.

En tant qu'équatoriens, nous refusons et refuserons toujours le prétendu droit qu'auraient des étrangers, chargés ou non d'une mission spirituelle ou terrestre, de se rassembler en réunions secrètes, en opérant un choix parmi leurs collègues équatoriens, pour faire des commentaires, émettre des opinions et, pire encore, tirer des conclusions attentatoires à l'Equateur.

Les idées exprimées par les participants de la réunion seront certainement du goût d'une petite fraction de la pensée politique en Equateur, la fraction de ceux qui se rassemblent dans un courant étranger indiscutablement extrémiste. L'Equateur réaffirme que les libertés politiques sont en vigueur dans la mesure du respect du droit des autres.

Les documents présentés, non seulement coïncident avec ce courant politique et le défendent, mais aussi utilisent la même terminologie: l'énoncé de leurs principes est d'une similitude notable. Ils présentent la circonstance aggravante de venir de personnes qui, dans leurs déclarations, se réclament d'un pouvoir qui s'est durant des siècles maintenu dans une position traditionnellement contraire. A la limite, comme Etat, nous aurions respecté une telle position s'ils n'avaient pas directement évoqué des intérêts nationaux qui ne sont pas de leur compétence et s'ils n'avaient pas prétendu lancer des accusations dans les formes que nous vous avons fait connaître.

Le gouvernement équatorien, dont je suis ce soir le porte-parole accrédité, n'est pas venu pour ouvrir une polémique. La représentation souveraine qui est la sienne et la nature de l'affaire traitée l'empêchent de le faire. Il s'intéresse à l'opinion comme aux désirs du peuple d'Equateur, chrétien ou non, et les respecte. Il sait que le peuple saura faire preuve de maturité pour apprécier ce qu'a été dit ce soir. Le gouvernement maintient l'ordre et la paix, principes au nom desquels il a agi dans cette pénible et regrettable affaire. Il réaffirme qu'à tout instant il garantira l'ordre, la sécurité et la souveraineté de l'Etat au bénéfice de la paix des citoyens. Il leur lance ce soir un appel pour que, tirant eux-mêmes les conclusions qui s'imposent, ils contribuent non seulement à maintenir la justice et la pondération nécessaires, mais aussi à obtenir, grâce à des efforts soutenus, de plus grands bienfaits pour la Patrie.

## 2- DECLARATION DU CARDINAL DE QUITO (26 AOÛT 1976)

Profondément impressionnés par ce qui s'est produit lors d'une réunion d'évêques qui se tenait à Riobamba du 9 au 13 août, et qui a été brutalement interrompue sur ordre des pouvoirs publics, de nombreux catholiques attendent une parole d'éclaircissement sur la délicate affaire provoquée par cet incident déplorable. Nous avons besoin d'un délai de temps raisonnable pour pouvoir disposer de tous les éléments nécessaires et porter un jugement. Nous sommes aujourd'hui en état de le faire.

1) Si l'opinion catholique mondiale a été tellement frappée par les événements dont nous parlons, c'est parce qu'ils soulèvent une question fondamentale extrêmement grave: celle de la liberté pastorale des évêques dans leurs réunions en tout pays, catholique ou non. Pour mieux aborder les problèmes de l'action pastorale, les évêques ont aujourd'hui besoin de se réunir pour pouvoir se communiquer leurs diverses expériences pastorales. Dans l'accomplissement de leur mission, les évêques "jouissent d'une liberté et d'une indépendance qui sont de soi pleines et parfaites à l'égard de tout pouvoir civil" (décret conciliaire "Christus Dominus", n° 19). Quand donc, en réunion, les évêques se consacrent à des sujets qui relèvent de leur charge apostolique, en vue du bien spirituel ainsi qu'au profit de la prospérité sociale et temporelle de leurs communautés, même s'ils doivent aborder des aspects brûlants d'un contexte économique et politique déterminé, ils sont dans l'exercice d'un droit qui est inhérent à leur mission et auquel il n'est pas permis de faire obstacle directement ou indirectement. Nous espérons que ce point est parfaitement clair.

2) En ce qui concerne la réunion qui se tenait à Riobamba, nous avons personnellement reçu le témoignage des évêques qui y participaient. Nous pouvons, grâce aux témoignages unanimes que renforce la qualité de leurs auteurs, affirmer que cette réunion se déroulait dans un sens entièrement pastoral, caractérisé par la sensibilité aux conditions et exigences actuelles de l'apostolat sacerdotal et laïc dans le domaine social. Bien que la réunion ne fût pas comprise dans le nombre de celles que prévoit et organise chaque année le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), ou de celles que tient la Conférence épiscopale équatorienne, c'était une réunion organisée par l'Eglise de Riobamba dans le cadre des attributions légitimes de son évêque et fondée sur le droit qu'ont les évêques étrangers de participer à la réflexion commune sur des problèmes d'Eglise dans une circonscription ecclésiastique déterminée. Le Concile Vatican II déclare en effet que "les évêques doivent se savoir toujours unis entre eux et se montrer soucieux de toutes les églises." (Christus Dominus, n° 6). Il n'est nullement hors de la mission des évêques de se sentir solidairement interpellés par les régions du monde où "les fidèles sont en danger de s'éloigner des commandements de la vie chrétienne et plus encore de perdre la foi elle-même" ("Christus Dominus", n° 6), ainsi qu'il arrive à notre époque par suite de la gravité extrême de la question sociale. Guidés par cette norme conciliaire, nous avons tenu dans tous les pays d'Amérique un grand nombre de réunions sans que se fussent jamais produits des incidents comme celui que nous déplorons à l'occasion de celle de Riobamba.

Parmi les dix-sept évêques participants, certains sont actuellement membres du CELAM; d'autres l'ont été auparavant; et tous sont des évêques en communion avec le Pontife romain. C'est pourquoi nous sommes profondément choqués d'entendre le sous-secrétaire d'Etat au Ministère de l'intérieur déclarer que le gouvernement "a préféré inviter à quitter immédiatement le territoire national ceux qui ne méritaient pas l'honneur de le fouler". Paroles que nous sommes dans l'obligation de repousser.

3) Présenter la réflexion des évêques à Riobamba comme une réunion subversive conduisant à la désobéissance civile et au non respect de la loi par les citoyens équatoriens, c'est porter, au nom du gouvernement de la Nation, un jugement extrêmement grave que ne peut corroborer l'exposé fait par le sous-secrétaire d'Etat au Ministère de l'intérieur. Le fait que les évêques étrangers invités à la réunion aient écouté et pris des notes à propos de documents ou d'interventions, ne peut être qualifié d'attitude subversive ayant un caractère politique ou conduisant à des accusations fausses contre l'Equateur. Dans les conversations que j'ai eues avec eux, les évêques m'ont dûment montré qu'ils n'étaient pas d'accord sur bien des points des exposés et qu'ils avaient même fait la critique du plan pastoral du diocèse de Riobamba, dans le but d'aider fraternellement son évêque. Je suis donc fondé à déclarer en conclusion que qualifier la réunion des évêques de rassemblement de type politique, contraignant l'Etat d'appliquer la loi sur la sécurité nationale, est une manière de voir fausse et extrêmement regrettable.

4) Si, aux yeux des autorités civiles, des indices allaient dans le sens de la présomption extrêmement grave que les évêques et les prêtres réunis à Riobamba traitaient de sujets politiques à caractère subversif et aux implications graves pour la paix de la Nation comme pour la sécurité intérieure du pays, entraînant pour le Ministère de l'intérieur l'obligation de procéder aux vérifications nécessaires, la manière de faire aurait pu et dû être différente de celle qui a été utilisée.

5) Nous prenons note que le gouvernement équatorien ne veut pas ouvrir de polémique. L'Eglise équatorienne non plus.

En toute loyauté envers l'évangile et en accomplissement de sa mission dans le monde, l'Eglise d'Equateur oeuvre au renforcement de la paix de la Nation, dans le respect de l'autorité légitime de l'Etat et de la norme conciliaire qui déclare: "La liberté de l'Eglise est un principe fondamental dans les relations de l'Eglise avec les pouvoirs publics et tout l'ordre civil." (Concile Vatican II, décret "Dignitatis humanae", n° 13).

Quito, le 26 août 1976  
Pablo, cardinal Muñoz Vega  
archevêque de Quito

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F  
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249